



## SOMMAIRE - KIT INFOGRAPHIES COVID-19

# 1

### INFOGRAPHIE 1 - QUESTIONS / RÉPONSES

- Nous répondons aux questions principales que vous pouvez vous poser concernant la baisse d'activité de votre entreprise liée à la crise sanitaire actuelle.

### INFOGRAPHIE 2 - AIDES SUR LES DETTES FINANCIÈRES

- 2.1 Suspension des remboursements des crédits
- 2.2 Rééchelonnement des crédits bancaires
- 2.3 Prêt garanti par l'État
- 2.4 Solliciter un découvert bancaire ou une ligne de trésorerie
- 2.5 Nouveau crédit proposé par Bpifrance : le prêt Atout
- 2.6 Financer ses factures grâce à Bpifrance
- 2.7 Médiation du crédit

# 2

# 3

### INFOGRAPHIE 3 - AIDES SOCIALES ET FISCALES

- 3.1 Délais de paiement d'échéances sociales
- 3.2 Délais de paiement d'échéances fiscales

### INFOGRAPHIE 4 - MAINTIEN DE L'EMPLOI

- 4.1 Arrêt de travail possible pour les parents devant garder leurs enfants
- 4.2 Dispositif de chômage partiel simplifié et renforcé

# 4

# 5

### INFOGRAPHIE 5 - AUTRES AIDES

- 5.1 Fonds de solidarité
- 5.2 La suspension des factures
- 5.3 La suspension des pénalités de retard sur les marchés publics
- 5.4 Se faire aider par un médiateur d'entreprise

### INFOGRAPHIE 6 - NUMÉROS ET LIENS UTILES

- 6.1 Synthèse des numéros utiles
- 6.2 Synthèse des liens utiles

# 6



**Finalgo**  
La financement algo'rythmé  
[Accéder au site](#)



## INFOGRAPHIE 1- QUESTIONS / RÉPONSES COVID-19

Nous répondons aux questions principales que vous vous posez concernant votre entreprise et la crise sanitaire actuelle.



### « J'ai dû fermer mon entreprise temporairement, que faire pour sauvegarder ma trésorerie ? »



Les problèmes de trésorerie liés à la crise actuelle vont être nombreux et conséquents pour certaines entreprises. Il existe cependant plusieurs aides permettant aux entreprises concernées de conserver leur trésorerie ou d'éviter sa forte diminution.

Parmi ces solutions, vous pouvez retrouver :

✓ **Une suspension des remboursements de vos crédits** durant une période de 3 à 6 mois (demande à réaliser auprès de votre banquier) ;

✓ **Un rééchelonnement des crédits bancaires** proposé par vos banques ;

✓ **Souscrire un crédit (prêt Atout )** auprès de Bpifrance ;

✓ Faire financer **vos factures clients par Bpifrance**, qui rajoute un **crédit de trésorerie de 30%** du montant mobilisé.

Pour plus d'informations sur ces aides financières, vous pouvez consulter l'infographie « [Aides sur les dettes financières](#) »



### « Mon activité est trop faible pour faire travailler mes salariés, que faire ? »



Nous faisons actuellement face à une crise sanitaire aux conséquences importantes sur l'activité des entreprises. Cette diminution soudaine de l'activité peut entraîner des difficultés pour de nombreuses entreprises.

Afin de limiter les licenciements, il est possible d'ajuster le temps de travail des salariés. Pour accompagner les employeurs dans la gestion de cette crise, une **déclaration d'activité partielle** est proposée.

**Les employeurs peuvent faire une demande d'activité partielle** pour une période de **6 mois**. Le contrat de travail est alors suspendu et les salariés reçoivent une indemnité compensatrice versée par leur employeur.

Celle-ci est **intégralement remboursée** par l'état sur demande des entreprises !

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter l'infographie 5 « [Maintien de l'emploi](#) »



### « Certains de mes salariés doivent s'occuper de leurs enfants, quelles mesures appliquer ? »



La fermeture des écoles face à l'épidémie du Covid-19 met les employeurs face à un problème majeur : que faire si mes salariés doivent s'occuper de leurs enfants ?

Pour aider les employeurs dans cette situation inédite, plusieurs solutions sont proposées, telles que :

✓ **La possibilité de mettre ses salariés en télétravail** : certaines activités peuvent être exercées à distance, permettant ainsi aux parents de conserver leur emploi tout en surveillant leurs enfants chez eux ;

✓ **Faire une déclaration d'arrêt de travail** pour ses salariés. Si l'activité de votre entreprise ne permet pas le télétravail, vous pouvez faire cette déclaration sur le site Ameli via un **téléservice** ;

Compte tenu des circonstances actuelles, **l'État a fortement encouragé cette mesure** jusqu'à la fin du confinement obligatoire.

Si vous souhaitez plus d'informations, vous pouvez consulter l'infographie 5 « [Maintien de l'emploi](#) »



### « La baisse d'activité de mon entreprise va engendrer des difficultés pour payer mes cotisations sociales et fiscales, que faire ? »



Une forte diminution de l'activité de certaines entreprises est à prévoir compte tenu de la crise actuelle.

Pour pallier ces difficultés financières et les conséquences que cela engendra sur les paiements des cotisations sociales et fiscales, un **délai de paiement de ces dernières est proposé par la Direction Générale des Finances Publiques et l'URSSAF**.

Que vous soyez une **entreprise ou travailleur indépendant**, il vous est proposé de **moduler ou de demander un report de vos échéances sans pénalité de règlement**.

Si vous souhaitez plus d'informations concernant le règlement de vos cotisations, vous pouvez consulter l'infographie 4 « [Aides sociales et fiscales](#) »



### « Je suis entré(e) en litige avec un fournisseur à cause de la crise actuelle, comment me faire aider ? »



Si vous êtes **artisans, commerçants, TPE, PME, ETI, grands groupes**, en cas de différend avec une autre entreprise dans l'exécution d'un contrat ou dans le cadre de la commande publique, vous pouvez avoir recours à un **médiateur d'entreprise**.

**Le Médiateur des entreprises** est appelé à apporter son aide aux entreprises qui subissent des **difficultés économiques liées à des litiges occasionnés par les conséquences de la crise sanitaire**.

Si vous souhaitez plus d'informations concernant l'aide d'un médiateur, vous pouvez consulter l'infographie 6 « [Autres aides](#) »



**Finalgo**  
Le financement Algo'rythmé  
[Accéder au site](#)





## INFOGRAPHIE 2 - AIDES SUR LES DETTES FINANCIÈRES

### 2.1 - SUSPENSIONS DU REMBOURSEMENT DES CRÉDITS

➤ Un **report d'échéances de 3 à 6 mois** pourra être accordé sur demande de l'entreprise à son interlocuteur bancaire habituel.

➤ Si le crédit est garanti par Bpifrance, votre banquier transmettra alors la demande de **report de la garantie à Bpifrance**, qui la traitera, **sans coût additionnel**.



➤ **Bpifrance reporte automatiquement les échéances** de l'ensemble de ses clients pour une **durée de 6 mois**. Cette mesure sera applicable **à compter du 16 mars 2020**.

### 2.2 - RÉÉCHELONNEMENT DES CRÉDITS BANCAIRES



En complément de la suspension des remboursements de crédits, vous pouvez **négoier avec votre banque un rééchelonnement de vos crédits** actuels afin de sortir en douceur de la crise.

Cela vous permettra, en allongeant la durée de remboursement de vos crédits, de **réduire les mensualités** et de **conserver votre trésorerie**.

### 2.3 - PRÊT GARANTI PAR L'ETAT

Si le report des échéances de vos crédits ne sont pas suffisant, vous pouvez **souscrire un crédit de trésorerie auprès de votre banque qui sera garanti par l'état (à travers Bpifrance)**.

Ce crédit doit permettre aux entreprises de passer la crise sanitaire actuelle et de redémarrer dans les meilleurs conditions possible.

Les banques se sont engagées à mettre en place des **procédures accélérées d'instruction de crédit**.

Ce prêt est **garanti par Bpifrance à hauteur de 90%**.

Pour l'obtenir, l'entreprise doit en faire la demande auprès de sa banque. Une fois un **pré-accord obtenu**, l'entreprise doit obtenir une **attestation de demande Prêt Garanti d'État** avec un **numéro unique** auprès de Bpifrance en renseignant les informations utiles.

La banque ou les banques concernées **exigeront cette attestation** avant de valider définitivement le financement de l'entreprise et de mettre les fonds à disposition (lien ci-dessous pour demander l'attestation).

Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :



#### Pour qui ?

Toutes les entreprises quelque soit leur taille et leur structure juridique et leur ancienneté.

A l'exception des sociétés civiles immobilières, des établissements de crédit et des sociétés de financement.



#### Pour quoi ?

financer les problèmes de trésorerie liés à la crise actuelle.



#### Montant du crédit

- Entreprises classiques : jusqu'à **3 mois de chiffre d'affaires** (25% du chiffre d'affaires annuel).

- Entreprises innovantes : **2 fois la masse salariale annuelle**.

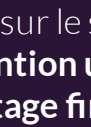
- Entreprises créées depuis le 1 janvier 2019 : il ne peut dépasser **24 fois la masse salariale mensuelle moyenne constatée**, depuis la création de la société.



#### Durée du crédit

Il est octroyé sur une durée de 2 à 6 ans. Il inclut automatiquement une période de différé d'un an.

Les entreprises ne rembourse donc pas leur crédit la première année. Elle choisisse ensuite la durée de remboursement souhaitée.



#### Garantie

Le prêt est garanti à hauteur de 90% par Bpifrance.

Aucune autre garantie ne sera demandée par votre banque.



Afin de valider votre crédit il vous faudra obtenir une attestation de Bpifrance. Rendez-vous sur le site suivant pour en faire la demande : **obtenir mon attestation**

**Attention une seule attestation sera attribuée par entreprise, validez donc bien le montage financier avec votre expert-comptable ou votre courtier en financement.**

### 2.4 - SOLLICITER UN DÉCOUVERT BANCAIRE OU UNE LIGNE DE TRÉSORERIE

Vous pouvez demander à votre banque de **maintenir ou d'augmenter votre découvert bancaire ou votre ligne de trésorerie** pour faire face à la crise.

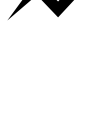
Si le découvert ou la **ligne de trésorerie sont confirmés**, (c'est-à-dire que la banque s'engage à maintenir une ligne de crédit pendant 12 à 18 mois ), ils pourront bénéficier d'une **garantie par Bpifrance à hauteur de 90%**.

Les conditions d'octroi de la garantie sont détaillées ci-dessous et dans le document en téléchargement dans le bloc informations.



#### Pour qui ?

Les PME et ETI.



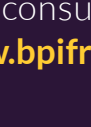
#### Pour quoi ?

Garantir la mise en place ou le renouvellement de lignes de crédit court terme confirmé, destinées au financement du cycle d'exploitation des entreprises. Les besoins de trésorerie ne doivent pas venir de problèmes structurels antérieurs à la crise.



#### Taux de couverture

Jusqu'à 90% des lignes confirmées par la banque.



#### Plafond du risque

5M€ pour les PME et 30M€ pour les ETI.



Pour consulter et télécharger les documents explicatifs, vous pouvez vous rendre sur **www.bpifrance.fr**

### 2.5 - NOUVEAU CRÉDIT PROPOSÉ PAR BPIFRANCE : LE PRÊT ATOUT

Le prêt **Atout** est un **crédit de trésorerie à moyen long terme** en partenariat avec la banque, pour couvrir les besoins de trésorerie liés à la crise actuelle.

Il ne peut être accordé que si une banque vous accorde un prêt d'un montant équivalent. Sa **durée** est comprise **entre 3 et 5 ans**, dont **6 à 12 mois de différé** d'amortissement du capital.

En fonction de la région, un **prêt sans garantie rebond régional** peut en outre être mis en place pour des montant de **10 K€ à 300 K€**.



#### Pour qui ?

Toutes les entreprises situées en France et ayant plus d'un an d'ancienneté.



#### Pour quoi ?

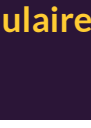
Couvrir les besoins de trésorerie liés à la crise actuelle.



#### Garantie

Prêt accordé sans garantie.

Le prêt accordé par la banque peut également être garanti par Bpifrance à hauteur de 90%.



#### Montant du crédit

de 50K€ à 5M€ pour les PME et jusqu'à 30M€ pour les ETI.



**www.bpifrance.fr** pour faire sa demande en ligne / être rappelé / télécharger le document explicatif.

**Un numéro vert : 0 969 370 240**, pour un contact immédiat.

**Formulaire de contact** pour les entreprises sur Bpifrance.

### 2.6 - FINANCER SES FACTURES

Si vous avez des **factures clients** en attente de règlement vous pouvez solliciter **Bpifrance** qui s'est engagé à financer toutes les créances des entreprises pendant la crise.

De plus, Bpifrance vous octroiera un **crédit complémentaire de trésorerie** égal à 30% du montant des factures financées.

**Exemple :** vous avez 30 000€ de créances clients en attente de paiement. Bpifrance avance le règlement de ces factures, et vous octroie un crédit de trésorerie complémentaire de 9000€.

### 2.7 - MÉDIATION DU CRÉDIT

Le gouverneur a rappelé l'existence de la **médiation du crédit**, un organisme logé au sein de la **Banque de France** qui accompagne les entreprises pour **rééchelonner leurs crédits en cas de difficultés financières**.

Il est actuellement totalement mobilisé pour aider les entreprises à passer la crise.

Une entreprise peut saisir cet organisme en cas de **refus de rééchelonnement d'une dette**, de **refus d'un crédit de trésorerie**, d'**équipement ou de crédit-bail** par exemple, ou encore dans le cas d'une **réduction de garantie par un assureur-crédit**.



#### À qui s'adresse-t-elle ?

Elle s'adresse à **toutes les entreprises**, quelque soit leur taille, forme juridique ou secteur d'activité. Si vous êtes **auto-entrepreneurs**, vous pouvez donc en profiter. Elle s'adresse également depuis 2018 aux **acteurs de l'économie sociale et solidaire** dès qu'il y a un enjeu en termes d'emploi.



#### Comment effectuer la médiation ?

Les entreprises concernées par la médiation ne peuvent **effectuer leur demande qu'en ligne en déposant un dossier sur le site de la Banque de France**.



#### Quels sont les délais ?

Une fois la saisie effectuée, **l'entreprise est généralement rappelée par le médiateur départemental en 48h en moyenne**. Un premier diagnostic se fera avec l'entreprise avant de statuer sur l'éligibilité du dossier. Le médiateur contactera ensuite les établissements financiers en leur donnant **cinq jours pour revoir leur position**.



**Finalgo**  
Le financement algo'rythmé

[Accéder au site](#)



## INFOGRAPHIE 3 - AIDES SOCIALES ET FISCALES

### 3.1 - DÉLAIS DE PAIEMENT DES ÉCHÉANCES SOCIALES

L'ensemble des prélèvements URSSAF peuvent faire l'objet d'un étalement pour toutes les entreprises.

Les **employeurs** dont la date d'échéance URSSAF intervient le **15 du mois** peuvent **reporter tout ou partie du paiement de leurs cotisations salariales et patronales** pour l'échéance du 15 mars 2020. La **date de paiement de ces cotisations** pourra être **reportée jusqu'à 3 mois** : des informations seront communiquées ultérieurement sur la suite à donner.

**Aucune pénalité ne sera appliquée.** Les employeurs peuvent **moduler leurs paiements** en fonction de leurs besoins : montant à 0, ou montant correspondant à une partie des cotisations.

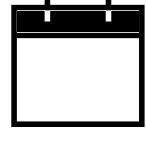
Pour les **employeurs** dont la date d'échéance intervient le **5 du mois**, des informations leur seront communiquées ultérieurement, en vue de **l'échéance du 5 avril**.

Un **report ou un délai** est également possible pour les **cotisations de retraite** complémentaire.

Les employeurs sont invités à **se rapprocher de leur institution de retraite complémentaire**.

Pour les cotisations URSSAF, nous vous invitons à **contacter au plus vite votre interlocuteur habituel de paie pour organiser le report des cotisations**.

#### Pour les indépendants



**L'échéance mensuelle du 20 mars n'a pas été prélevée.** Dans l'attente de mesures à venir, le montant de cette échéance sera lissé sur les échéances ultérieures (avril à décembre). En complément de cette mesure, les travailleurs indépendants peuvent solliciter :



L'octroi de **délais de paiement**, y compris par anticipation.

Il n'y aura **ni majoration de retard ni pénalité**.



**L'intervention de l'action sociale** pour la prise en charge **partielle ou totale** de leurs cotisations ou pour l'attribution d'une **aide financière exceptionnelle**.



**Un ajustement de leur échéancier de cotisations** pour tenir compte d'ores et déjà d'une baisse de leur revenu, en **réestimant leur revenu** sans attendre la déclaration annuelle.

#### Comment ?

##### > Artisans ou commerçants



Par **internet** sur **secu-independants.fr**, « mon compte » pour une demande de délai ou de revenu estimé.

**Par courriel**, en choisissant l'objet « Vos cotisations », motif « Difficultés de paiement ».

Par **téléphone** au **3698** (service gratuit + prix appel)

##### > Professions libérales

Par **internet**, se connecter à l'espace en ligne sur **urssaf.fr** et adresser un message via la rubrique « Une formalité déclarative » / « Déclarer une situation exceptionnelle ».

Par **téléphone**, contacter l'Urssaf au **3957** (0,12€ / min + prix appel) ou au **0806 804 209** (service gratuit + prix appel) pour les **praticiens et auxiliaires médicaux**.



Pour les **cotisations retraites**, les organismes n'ont pas encore fait de communication officielle, mais il est possible de procéder à la suspension dans les mêmes conditions que l'URSSAF.

**Si l'employeur ne souhaite pas opter pour un report** de l'ensemble des cotisations et préfère régler les cotisations salariales, **il peut échelonner le règlement des cotisations patronales**. Pour cela, il lui suffit de se connecter à son espace en ligne sur **urssaf.fr** et signaler sa situation via la messagerie : « Nouveau message » / « Une formalité déclarative ? » / « Déclarer une situation exceptionnelle ? ».

### 3.2 - DÉLAIS DE PAIEMENT DES ÉCHÉANCES FISCALES

#### Direction Générale des Finances Publiques

Afin de tenir compte de **l'impact de l'épidémie du Covid-19 sur l'activité économique**, et conformément aux **annonces du Président de la République le 12 mars 2020**, la **DGFIP** se mobilise pour accompagner les entreprises et les entrepreneurs individuels qui rencontrent des difficultés pour déclarer ou payer leurs prochaines échéances.

**Les entreprises peuvent demander à bénéficier d'un délai de paiement d'impôt.** Pour faciliter cette démarche, la **DGFIP met à disposition un modèle de demande** à adresser au service des impôts des entreprises. Un simple mail peut également être adressé au service concerné.

##### > Vous êtes une entreprise



Possibilité de demander à votre service des impôts des entreprises le **report sans pénalité du règlement de vos prochaines échéances d'impôts directs** (acompte d'impôt sur les sociétés, taxe sur les salaires).

Si vous avez déjà réglé vos échéances de mars, vous avez peut-être encore la possibilité de **vous opposer au prélèvement SEPA auprès de votre banque en ligne**. Sinon, vous avez également la possibilité d'en **demandeur le remboursement auprès de votre service des impôts des entreprises**, une fois le prélèvement effectif.

##### > Vous êtes travailleur indépendant

Vous pouvez **moduler à tout moment votre taux et vos acomptes de prélèvement à la source**. Vous pouvez aussi **reporter le paiement de vos acomptes de prélèvement à la source** sur vos revenus professionnels d'un mois sur l'autre. **Jusqu'à trois fois si vos acomptes sont mensuels**, ou **d'un trimestre sur l'autre si vos acomptes sont trimestriels**.

Toutes ces démarches sont accessibles via **votre espace particulier sur impots.gouv.fr**, rubrique « Gérer mon prélèvement à la source ».

Toute intervention avant le 22 du mois sera prise en compte pour le mois suivant.

##### > Vous avez un contrat de mensualisation pour le paiement de votre CFE ou de votre taxe foncière



Vous avez la possibilité de **le suspendre sur impots.gouv.fr** ou en contactant votre **Centre Prélèvement Service**. Le montant restant vous sera prélevé au solde, sans pénalité.

Pour faciliter l'ensemble de vos démarches, la **DGFIP** met à votre disposition un **modèle de demande**, disponible sur le site **impots.gouv.fr**, à adresser à votre service des impôts des entreprises.



Lorsque le report de paiement n'est pas suffisant par rapport aux difficultés de l'entreprise, il est possible d'obtenir des **remises d'impôts directs** (IS, CFE, CVAE), **de pénalités ou d'intérêts de retard sur des dettes fiscales** en cours, en apportant des éléments concrets sur sa situation financière. Pour cela, il faut **remplir le cadre 2 du formulaire**.



**Finalgo**  
Le financement algo'rythmé

[Accéder au site](#)





## INFOGRAPHIE 4 - MAINTIEN DE L'EMPLOI

### 4.1 - ARRÊT DE TRAVAIL POSSIBLE POUR LES PARENTS DEVANT GARDER LEURS ENFANTS

Un **téléservice** a été mis en place par l'**Assurance Maladie** pour permettre aux employeurs de **déclarer leurs salariés contraints de rester à domicile** suite à la fermeture de l'établissement accueillant leurs enfants, sans possibilité de télétravail. **Cette déclaration fait office d'avis d'arrêt de travail.**

#### Qui sont concernés ?



- Les parents d'**enfants de moins de 16 ans** au jour du début de l'arrêt.



- Les parents d'**enfants en situation de handicap de moins de 18 ans** pris en charge dans un établissement spécialisé.



La prise en charge de l'arrêt de travail se fait **sans jour de carence et sans examen des conditions d'ouverture de droit.**

L'arrêt peut être délivré pour **une durée de 1 à 14 jours**. Au-delà de cette durée, **la déclaration devra être renouvelée** autant de fois que nécessaire. Il est cependant **possible de fractionner l'arrêt ou de le partager entre les parents** en fonction de la durée de fermeture de l'établissement.

Il faut noter toutefois qu'**un seul parent peut se voir délivrer un arrêt de travail.**

Le **téléservice** est disponible pour :

- Les salariés qui sont affiliés au régime général de la sécurité sociale ;
- Les salariés agricoles, marins, clercs et employés de notaire ;
- Les travailleurs indépendants ;
- Les travailleurs non salariés agricoles et agents contractuels de la fonction publique.

### 4.2 DISPOSITIF DE CHÔMAGE PARTIEL SIMPLIFIÉ ET RENFORCÉ

Si l'activité des entreprises est très fortement réduite en raison de l'épidémie du Covid-19, **les employeurs peuvent faire une demande d'activité partielle** (aussi appelé chômage partiel ou technique) pour une **période de 6 mois**. Le contrat de travail est alors suspendu et **les salariés reçoivent une indemnité compensatrice** versée par leur employeur.

Cette indemnité doit correspondre au minimum à **70% de la rémunération antérieure brute** et peut être **augmentée par l'employeur**.



**L'indemnité est portée à 100% de la rémunération nette antérieure lorsque des actions de formation sont mises en œuvre pendant les heures chômées et pour les salariés au SMIC.**

La demande de chômage partiel doit être effectuée auprès de l'administration. L'employeur doit obtenir **une autorisation préalable administrative.**

➤ **L'entreprise sera ensuite intégralement remboursée par l'état** pour les salaires jusqu'à 6 927 euros bruts mensuels, c'est à dire **4,5 fois le SMIC**.

➤ **Une demande de remboursement mensuelle doit être déposée auprès de l'administration** via un formulaire de **demande d'indemnisation**.

➤ L'employeur peut percevoir **l'allocation d'activité partielle** dans la limite de **1 000 heures par an et par salarié**, quelle que soit la branche professionnelle.

➤ **L'allocation** est, par heure chômée, fixée à : **8.04 €** dans les entreprises employant jusqu'à 250 salariés (au lieu de 7.74€ - mesure exceptionnelle annoncée par le gouvernement).

Si toutefois les salariés de votre entreprise peuvent se mettre en télétravail, voici un **kit d'accompagnement de la CGPME** pour vous aider dans la mise en place du télétravail.



**Finalgo**  
Le financement algo'rythmé  
[Accéder au site](#)



## INFOGRAPHIE 5 - AUTRES AIDES

### 5.1 - FONDS DE SOLIDARITÉ

Le **fonds de solidarité** viendra soutenir les plus petites entreprises qui rencontrent de très fortes difficultés liées à la crise. **Une aide de 1 500€ leur sera versée.**

#### Qui peut en bénéficier ?



- Les entreprises de moins de 10 salariés ;
- Les TPE ayant perdu 70% ou plus de leur chiffre d'affaires sur le mois de mars ;
- Les entreprises qui ont subi une fermeture administrative ;
- Les TPE, indépendants et microentrepreneurs dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 million d'euros ;
- Pour les profession libérales : avoir réalisé un bénéfice imposable de moins de 40 000€ au titre du dernier exercice imposable.

Pour les **TPE ou les indépendants concernés, 1 500€ d'aide rapide** seront débloqués via une simple déclaration sur le site de la **Direction générale des Finances Publiques**. Vous pourrez bénéficier de cette aide **à partir du 31 mars**.

Le **fonds** sera actuellement déployé pour **une durée de 1 mois**.

Sera également mis en place un **système « anti-faillite »** pour les **entreprises employant au minimum un salarié**. L'État ne prendra cependant pas en charge les pertes d'exploitation sans dommages des entreprises qui sont la plupart du temps non couvertes par les contrats d'assurance. Une négociation aura tout de même lieu avec les assureurs.

### 5.2 - LA SUSPENSION DES FACTURES

**Les petites entreprises, les TPE ainsi que les microentrepreneurs en difficulté** pourront bénéficier d'une **suspension du paiement de leurs factures d'eau, de gaz, d'électricité et de loyers**.

Le **gouvernement** est entré dans une **phase de négociation avec EDF et ENGIE pour le gaz**.

L'ensemble de ces mesures sera synthétisé dans un **projet de loi de finances rectificatives présenté mercredi 18 mars en Conseil des ministres**.

#### Comment en bénéficier ?

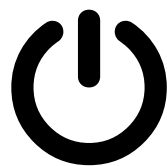


Adressez directement par **mail ou par téléphone une demande de report à l'amiable** aux entreprises auprès desquelles vous payez ces factures (votre fournisseur de gaz, d'eau ou d'électricité, votre bailleur...)



Concernant les **commerces des centres commerciaux**, le Conseil National des Centres Commerciaux (**CNCC**) a d'ores et déjà invité ses membres bailleurs à **suspendre les loyers pour l'échéance d'avril**.

### 5.3 - LA SUSPENSION DES PÉNALITÉS DE RETARD SUR LES MARCHÉS PUBLICS



Le **non-respect des délais d'exécution**, sur lesquels s'est contractuellement engagé le titulaire d'un marché public peut entraîner la mise en œuvre de **pénalités de retard**.

**La reconnaissance par l'Etat et les collectivités locales du Covid-19 comme un cas de force majeure** pour leurs marchés publics implique que **les pénalités de retard ne seront pas appliquées**.

### 5.4 - SE FAIRE AIDER PAR UN MÉDIATEUR D'ENTREPRISE



Le **Médiateur des entreprises**, placé auprès du ministre de l'Economie et des Finances, **vient en aide aux entreprises et aux organisations publiques** dans le but de **résoudre gratuitement leurs éventuels litiges** et, plus largement, faire évoluer les comportements d'achats dans le souci de **rééquilibrer les relations clients fournisseurs**. Il intervient également dans le domaine de l'innovation.

Sont concernés les **artisans, TPE, PME, ETI, grands groupes**, en cas de différend avec une autre entreprise dans **l'exécution d'un contrat ou dans le cadre de la commande publique**.

Dans le cadre de la crise, si vous avez des litiges avec des clients ou des fournisseurs qui ne souhaitent plus vous payer ou qui ne se sentent plus liés par leurs obligations contractuelles, vous pouvez **saisir le médiateur des entreprises en ligne**.

En amont d'une saisine, vous pouvez **poser des questions ou demander des conseils sur la marche à suivre en toute confidentialité** grâce au **formulaire de contact**.

Vous pouvez retrouver toutes les informations sur le site **economie.gouv.fr**



**Finalgo**  
Le financement algo'rythmé  
[Accéder au site](#)



## INFOGRAPHIE 6 - NUMÉROS ET LIENS UTILES

### 6.1 - SYNTHÈSE DES NUMÉROS UTILES

Le Ministère de l'Economie et des Finances a désigné dans **chaque région** un **réfèrent unique de la DIRECCTE** (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) dans le but d'accompagner les entreprises dans leurs démarches face à la crise engendrée par l'épidémie du Covid-19.

Un **réfèrent unique pour les CCI** (chambre de commerce et d'industrie) et **CMA** (chambre des métiers et de l'artisanat) **a également été désigné.**

La **liste des adresses mail et des numéros téléphoniques** est disponible sur le site **[economie.gouv.fr](http://economie.gouv.fr)**

### 6.2 - SYNTHÈSE DES LIENS UTILES

#### ➤ Les mesures de soutien et les contacts

#### ➤ Le prêt Atout (BPIFrance)

#### ➤ kit de la CGPME pour vous aider dans la mise en place du télétravail

➤ **Un téléservice** pour la mise en place d'un arrêt de travail pour les parents devant garder leurs enfants à domicile

#### ➤ **Autorisation préalable** administrative pour le chômage partiel

#### ➤ **Demande d'indemnisation** pour le remboursement total de l'entreprise

➤ **Point d'information sur la reconnaissance de l'arrêt de travail** en télé-médecine, également établi par la CGPME

➤ **Le site du gouvernement** qui comprend un zoom pour l'économie et le soutien aux entreprises

#### ➤ **Le site du ministère du travail** qui informe les entreprises et salariés

#### ➤ **Les mesures prises** pour les entreprises impactées par cette crise

➤ **Les mesures d'accompagnement** mobilisables par les entreprises envoyées par la Direction Générale des Entreprises (DGE)

#### ➤ **Formulaire de délais de paiement et/ou de remise d'impôt**

#### ➤ **Saisir un médiateur** pour bénéficier d'une médiation de crédits

#### ➤ **Modèle de demande** pour bénéficier d'un délais de paiement des impôts

#### ➤ **Formulaire de contact** pour les entreprises sur Bpifrance

#### ➤ **Formulaire de contact médiateur d'entreprise**



Il s'agit d'une **liste exhaustive des liens utiles** pour vous aider dans vos démarches administratives en lien avec la crise sanitaire que nous vivons actuellement.

Vous retrouverez bien entendu **toutes les informations** concernant les éléments que vos souhaitez approfondir **sur les sites correspondants.**



**Finalgo**

Le financement algo'rythmé

[Accéder au site](#)

